



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 02/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/11/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FENIIX SUEZ RV ENERGIE Rambervillers

Chemin de Romont
88700 RAMBERVILLERS

Références : S-22-1223RP

Code AIOT : 0006202392

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/11/2022 dans l'établissement FENIIX SUEZ RV ENERGIE Rambervillers implanté Chemin de Romont 88700 RAMBERVILLERS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FENIIX SUEZ RV ENERGIE Rambervillers
- Chemin de Romont 88700 RAMBERVILLERS
- Code AIOT : 0006202392
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Oui

L'AIOT contrôlée est une installation de traitement de thermique de déchets non dangereux. L'Inspection a procédé à un contrôle documentaire suivi d'une visite du poste de contrôle principal des installations.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- gestion des déchets ;
- loi AGEC ;
- performances atmosphériques.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Incidents ou accidents	Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 2.7	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Acceptabilité et registre des déchets entrants et sortants	Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 2.2.4.1	/	Sans objet
3	Acceptabilité des déchets et registre - refus	Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 2.2.4.1	/	Sans objet
4	Contrôle vidéos loi AGEC	Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48	/	Sans objet
5	Conception de l'installation - performance énergétique	Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 2.3.1	/	Sans objet
6	Dispositifs de mesure	Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 3.2.6.1 et 3.2.6.2	/	Sans objet
7	Valeurs limites des polluants rejetés et performances atmosphériques	Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 3.2.3	/	Sans objet
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 8.2.4	/	Sans objet
9	Collecte des eaux d'extinction d'incendie	Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 4.3.2	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection ne relève pas de non-conformités aux prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Incidents ou accidents

Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : Le 22 août 2022 un incendie s'est déclaré au sein de la fosse de déchets de l'installation. Les systèmes d'extinction du site ont été activés et le SDIS a été prévenu. L'incendie, qui a concerné une petite partie des déchets stockés, a été maîtrisé en fin de matinée avec un départ des services de secours à 12h30. L'exploitant a adressé un rapport d'incident à l'Inspection le jour même. Les eaux d'extinction, retenues au sein de la fosse, ont été absorbées par les déchets qui ont ensuite été incinérés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Acceptabilité et registre des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 2.2.4.1
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>À chaque réception, l'exploitant s'assurera de l'acceptabilité des déchets en considération des critères définis dans le présent chapitre. L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets réceptionnés.</p> <p>L'exploitant tiendra un registre sur lequel seront consignés :</p> <ul style="list-style-type: none">• la date et l'heure de la livraison ;• l'origine (nom et adresse de l'installation expéditrice), la nature (en particulier code du déchet) et la quantité (masse) des déchets ;• l'identification du transporteur (nom et adresse, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement) ;• le cas échéant, les refus d'acceptation avec leur justification. <p>Le tonnage et la nature des déchets traités seront communiqués tous les trimestres à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les déchets non conformes ou suspects seront refusés et remis au livreur.</p>
<p>Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection son registre de déchets entrants et sortants. Ces derniers ont été mis à jour au regard des nouvelles dispositions introduites par l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 et n'appellent pas d'observations.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Acceptabilité des déchets et registre - refus

Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 2.2.4.1
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : À chaque réception, l'exploitant s'assurera de l'acceptabilité des déchets en considération des critères définis dans le présent chapitre. L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets réceptionnés. L'exploitant tiendra un registre sur lequel seront consignés : [...] <ul style="list-style-type: none">• le cas échéant, les refus d'acceptation avec leur justification. Le tonnage et la nature des déchets traités seront communiqués tous les trimestres à l'inspection des installations classées. Les déchets non conformes ou suspects seront refusés et remis au livreur.
Constats : Lors de la visite, l'Inspection a pu examiner le registre centralisant les refus de déchets entrants sur l'installation ainsi qu'une fiche de non-conformité. S'agissant d'une installation de traitement thermique de déchets, ces derniers portent principalement sur des problématiques de radioactivités ou de dimensions des déchets. Les éléments examinés n'appellent pas de remarques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Contrôle vidéos loi AGECE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/03/2021, article D. 541-48
Thème(s) : Autre, Déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] II.-L'exploitant d'une installation visée à l'article D. 541-48-4 met en place un dispositif mobile ou fixe de contrôle par vidéo des déchargements de déchets non dangereux non inertes selon les modalités prévues par les articles suivants. Le traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de ce dispositif de contrôle par vidéo a pour finalité le contrôle, par l'exploitant et par l'autorité administrative compétente, du respect des dispositions du chapitre unique du titre VIII du livre Ier, du chapitre Ier du titre IV et du titre Ier du livre V de la partie législative du code de l'environnement et des textes pris pour leur application. Le droit d'accès prévu aux articles 49, 105 et 119 de la loi n° 78-17 du 06 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés s'exerce auprès de l'exploitant de l'installation. Le dispositif de contrôle par vidéo enregistre : -les images des opérations de déchargement de manière à pouvoir identifier le contenu qui est déchargé ; -la plaque d'immatriculation de chaque véhicule réceptionné dans l'installation à cette fin. [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'Inspection les documents relatifs à la mise en service des mesures de vidéosurveillance introduites par la loi. L'Inspection a pu constater la présence et le fonctionnement du poste vidéo, ce dernier permet bien le visionnage des déchargements de déchets ainsi que la lecture des plaques minéralogiques des véhicules apportant les déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Conception de l'installation - performance énergétique

Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 2.3.1
Thème(s) : Autre, Performance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations doivent être conçues afin de permettre un niveau d'incinération aussi complet que possible tout en limitant les émissions dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et l'utilisation de techniques de valorisation et de traitement des effluents et des déchets produits, selon les meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable, en s'appuyant, le cas échéant, sur les documents de référence, et en tenant compte des caractéristiques particulières de l'environnement d'implantation. [...] La performance énergétique de l'installation d'incinération est calculée selon les indications de l'annexe VI de l'arrêté du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux. Les résidus produits seront aussi minimales et peu nocifs que possible et, le cas échéant, recyclés. L'élimination des résidus dont la production ne peut être évitée ou réduite ou qui ne peuvent être recyclés sera effectuée dans le respect de la réglementation en vigueur
Constats : Lors de la visite l'Inspection a examiné la méthode de calcul employée par l'exploitant pour suivre la performance énergétique de son installation au regard des dispositions de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 20 septembre 2002 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux. Cette dernière n'appelle pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Dispositifs de mesure

Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 17/10/2018, articles 3.2.6.1 et 3.2.6.2
Thème(s) : Risques chroniques, Performance atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Article 3.6.3.1 : Sur une année, le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en semi-continu ne peut excéder 15 % du temps de fonctionnement de l'installation. Article 3.6.3.2 : Le temps cumulé d'indisponibilité d'un dispositif de mesure en continu ne peut excéder soixante heures cumulées sur une année. En tout état de cause, toute indisponibilité d'un tel dispositif ne peut excéder dix heures sans interruption.
Constats : Ces points n'appellent pas d'observation à ce jour. Début octobre 2022 et sur la base des éléments de suivi fournis par l'exploitant, le compteur d'indisponibilité des dispositifs de mesure en continu s'élevait à 5h30 pour les dispositifs de mesures en continu tandis que les dispositifs de mesure en semi-continus sont reportés avoir été disponibles 99.83 % du temps.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Valeurs limites des polluants rejetés et performances atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Performance atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes, les volumes de gaz étant rapportés : <ul style="list-style-type: none">• à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;• à une teneur en O2 de 11 %. [...]
Constats : Les documents d'autosurveillance communiqués par l'exploitant et consultés lors de la visite mettent en exergue des dépassements ponctuels des VLE concentrations et flux pour les paramètres CO, SO2, NOx, NH3, HCl. Dans un premier temps l'Inspection note les difficultés rencontrées par l'exploitant dans le suivi de son nouvel outil industriel à la suite de l'ouverture d'une procédure de sauvegarde pour le groupe CNIM, fournisseur et constructeur du nouveau four d'incinération et des systèmes de suivi et de traitement. Ensuite, l'ensemble des fichiers de suivi des dépassements sont accompagnés de commentaires de l'exploitant sur les causes et les mesures prises ou prévues. L'exploitant a rédigé courant juillet 2022 une note synthétisant l'origine des dépassements et les mesures prises depuis le début de l'année. Cette note est annexé à ce rapport. L'Inspection relève enfin que les mesures comparatives trimestrielles réalisées sur l'ensemble des paramètres (dioxines et furanes inclus) ne relèvent aucune non-conformité aux valeurs limites d'émission applicables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 8.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, DECI
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;• de ressources en eau pour la lutte contre l'incendie composées de :<ul style="list-style-type: none">- deux poteaux incendies d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 ;- un point de pompage dans la Mortagne, aménagé à cet effet ;• d'un réseau de Robinets Incendie Armés (R.I.A) et canons fixes. Les RIA et les canons sont implantés de manière à pouvoir couvrir la fosse et les trémies. Ils sont alimentés soit par le réseau d'eau de ville auquel ils sont raccordés soit par le groupe motopompe incendie du site disposant d'une réserve de 100 m³ ;• d'un réseau d'aspersion automatique avec eau additivée couvrant le transporteur à écailles, la centrale hydraulique du four ;• d'une protection type « déluge » de la vitre pontier ;• d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. <p>[...]</p>
Constats : Ces éléments n'appellent pas d'observation. <p>En complément des moyens de défense prescrits et pour renforcer les moyens de défense du site, l'exploitant a implanté une réserve incendie souple de 240 m³, sur la base des recommandations du SDIS. Les services de secours ont réceptionné ce nouveau PEI en date du 03 octobre 2022.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Collecte des eaux d'extinction d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté complémentaire du 17/10/2018, article 4.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction sont recueillies, soit dans la fosse de réception des ordures ménagères, soit dans le bassin visé à l'article précédent.
Constats : Ces éléments n'appellent pas d'observation, les eaux d'extinction de l'incendie du 22 août 2022 ont bien été recueillies au sein de la fosse de réception des ordures ménagères et éliminées suite à l'incinération des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet